

Royaume du Maroc  
Ministère de L'Intérieur  
Préfecture de Salé  
Commune de Salé  
Direction Générale des Services  
DTAU



**Le Chef de la Division des Travaux et Aménagement Urbain**

**A**

**Monsieur le Gérant de la Société**

**Objet : Réponse à votre demande d'éclaircissement.**

**Réf : Marché N°38/CS/2025**

Suite à votre envoi en date du 14/07/2025, nous vous informons que la formule de la Révision des prix est changée comme suit :

$$P = Po * [0,30 + 0,15 * \frac{S1}{S1o} * \frac{(1 + ChTp)}{(1 + ChTpo)} + 0,15 * \frac{Al}{Alo} + 0,35 * \frac{Fe}{Feo} + 0,05 * \frac{Mtn}{Mtno}]$$

**Khali KHABLA**  
Chef de Division des Travaux  
et d'Aménagement Urbain

### **ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX**

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer à l'entrepreneur une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail et ce conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAG-T.

### **ARTICLE 14 : AVANCES**

Conformément aux dispositions du décret n° 2-14-272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics, il sera octroyé au titulaire du marché une avance dans Les conditions fixées par ledit décret sur sa demande et après production d'une attestation de caution personnelle et solidaire du même montant de l'avance délivrée par un établissement financier autorisé pour ce faire par le Ministre chargé des finances. Le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du marché toutes taxes comprises (TTC) conformément aux dispositions de ce décret et dans les conditions qui y sont fixées. La caution personnelle et solidaire doit être constituée par le titulaire dans les conditions qui sont fixées audit décret et doit être déposée auprès du Maître d'Ouvrage. Le remboursement du montant de l'avance est effectué à 100% dès que le montant des prestations exécutées par le titulaire du marché atteint 80% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre dudit marché. Le remboursement du montant de l'avance est effectué par déduction de 10% de l'avance sur les acomptes dus au titulaire du marché. En cas de résiliation du marché quelle qu'en soit la cause, la liquidation du remboursement de l'avance est immédiatement effectuée sur les sommes dues à l'entreprise ou à défaut sur la caution personnelle et solidaire. En cas de sous-traitance survenue après versement de l'avance, la part de l'avance correspondante au montant des travaux sous traités, doit être prélevée immédiatement en totalité sur les sommes dues au titulaire. En cas de nantissement du marché, les attestations des droits constatés doivent tenir compte du montant de l'avance versée au titulaire du marché.

### **ARTICLE 15 : RÉVISION DES PRIX**

Conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°2-22-431 précité, les prix du présent marché sont révisibles par application des formules suivantes. Cette révision s'applique quel que soit le résultat des calculs.

#### **Signalisation verticale et dispositifs de sécurité. :**

$$P = Po * [0,30 + 0,15 * \frac{S1}{S1o} * \frac{(1 + ChTp)}{(1 + ChTpo)} + 0,15 * \frac{Al}{Alo} + 0,35 * \frac{Fe}{Feo} + 0,05 * \frac{Mtn}{Mtno}]$$

Dans laquelle :

**P** : prix ht révisé de la nature d'ouvrage considéré.

**Po** : prix initial ht du marché.

**S1 et S1o** : Index simple relatif aux salaires tel que défini dans la circulaire ministérielle relative aux Index datés de mars 1987 applicables aux marchés de l'état.

**ChTp et ChTpo** : Index simple relatif aux charges sociales tel que défini dans la circulaire ministérielle relative aux Index datés de mars 1987 applicables aux marchés de l'état.

**Al et Alo** : Index relatif à la tôle en aluminium A5 au mois de la date limite de remise des offres.

**Fe et Feo** : Index relatif au fer pour charpente au mois de la date limite de remise des offres

**Mtn et Mtno** : index relatif aux transports privé par route tel que défini dans la circulaire ministérielle relative aux index datés de mars 1987 applicables aux marchés de l'état.

Les valeurs initiales des index sont celles du mois de la date de la séance d'ouverture des plis.

Les valeurs à prendre en compte pour la révision des prix sont celles du mois de réalisation des prestations.

Ces index sont publiés par le Ministère des équipements.

Le résultat final de révision des prix est arrêté à la deuxième décimale. Pour les calculs intermédiaires, les résultats des rapports sont arrêtés à la quatrième décimale.

La révision des prix sera appliquée aux travaux qui restent à exécuter à partir de la date de variation des index constatées par les décisions prises à cet effet par le ministre chargé de l'équipement.

#### **ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE**

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **27.000,00 (Vingt Sept Mille) dirhams**.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 18 du CCAG-T et à l'article 24 du décret n °2-22-431 dans l'un des cas suivants :

- Si l'offre du concurrent est écartée pour les motifs prévus aux a), b), c), d) ou e) du B) du paragraphe 9 du II) de l'article 43 du présent décret ;
- Si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu à l'article 36 du présent décret ; – si l'attributaire refuse de signer le marché ;
- Si le titulaire refuse d'accuser réception de l'approbation du marché qui lui a été notifiée dans le délai fixé à l'article 143 du présent décret.

#### **ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF**

Conformément à l'article 15 du CCAG-T, Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur. Le cautionnement définitif doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché. Il reste affecté à la garantie des engagements contractuels de l'entrepreneur jusqu'à la réception définitive des travaux. Les cautionnements peuvent être remplacés par des cautions personnelles et solidaires. Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements agréés à cet effet conformément à la législation en vigueur. Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 19 du CCAG TRAVAUX.